

La défense nationale reçoit la plus grosse part, mais 181 millions de dollars ont été octroyés à des entreprises étrangères pour qu'elles établissent chez nous des usines. Non seulement le Canada invite les étrangers à investir chez nous, mais encore, il subventionne les industries étrangères qui ont investi chez nous.

Dans *Le défi américain* de Jean-Jacques Servan-Schreiber, on trouve un passage fort révélateur et fort intéressant là-dessus. On verra que ce qui se passe au Canada se passe aussi en Europe. Il semble impossible d'éviter cet état de choses, ou moins dans le système actuel. Voici ce qu'a écrit Jean-Jacques Servan-Schreiber, comme en fait foi la page 44 de son livre *Le défi américain*:

L'aspect le moins connu du phénomène des investissements américains en Europe est encore celui de son financement. Le problème du financement, pour leurs investissements, se pose de moins en moins aux entreprises américaines.

Grâce à leurs surfaces, à leurs capacités et à leurs méthodes, elles trouvent sur place l'argent pour s'installer.

Les Américains ont investi, par exemple, en 1965, quatre milliards de dollars en Europe. Voici comment ils ont été financés:

—emprunts obtenus sur le marché européen des capitaux... et crédits obtenus directement dans les pays européens: environ 55 p. 100.

—subventions budgétaires des autorités des pays européens, et autofinancement sur place: environ 35 p. 100.

—transferts nets de dollars en provenance des États-Unis: environ 10 p. 100.

C'est ainsi qu'à concurrence des neuf dixièmes, les investissements américains réalisés en Europe sont financés au moyen de ressources européennes. Nous les payons, en quelque sorte, pour qu'ils nous achètent.

C'est un peu ce qui se produit au Canada. Nous leur avons donné, en 1965, 55.5 p. 100 des subventions versées à l'industrie.

D'une part, on propose une loi visant à créer la Corporation canadienne de développement en vue de remédier à cet état de choses et, d'autre part, on fait tout pour inviter et intéresser les Américains à investir chez nous, parce que les ouvriers canadiens n'ont pas les capitaux nécessaires pour acheter des actions et des obligations de compagnies susceptibles de développer nos richesses naturelles, nos industries, nos entreprises de services et nos commerces.

Je voudrais appeler l'attention de la Chambre, par l'entremise du ministre des Finances, sur le problème de la réforme fiscale. Quand on parle de réforme dans le domaine de la fiscalité, on parle surtout d'augmentation.

Dans le Livre blanc du ministre des Finances, on trouve tout ce qu'il faut pour étouffer, pour détruire la petite entreprise, comme le disait si bien l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), hier soir, dans son discours sur ce projet de loi.

Et un dénommé M. I. H. Asper disait, dans un discours prononcé devant les membres de l'Institut des secrétaires, à Vancouver, le 26 novembre 1969:

Nous sommes profondément convaincus, ayant toutes les preuves à l'appui, de la valeur et de la nécessité de ces entreprises privées dans l'économie canadienne, non seulement en tant que facteur ayant joué un rôle important dans le bien-être et le progrès national jusqu'à maintenant, mais en tant que potentiel précieux pour les années d'après-guerre. Les surplus accumulés par elles fourniront des moyens de développement dont le pays a un besoin vital et aideront beaucoup à augmenter le nombre des emplois.

Un très grand pourcentage de la population du Canada dépend directement ou indirectement de la condition financièrement prospère des entreprises privées...

[M. Laprise.]

• (3.10 p.m.)

J'approuve totalement cette déclaration. Si l'on considère le développement du Canada ou de n'importe quel pays démocratique, on verra que l'initiative personnelle a contribué non seulement à assurer ce développement, mais encore à faire du Canada un des pays les plus industrialisés du monde occidental.

Et c'est cette entreprise privée qu'on tente de détruire par toutes sortes de moyens. D'une part, nous subissons l'action radicale des syndicats ouvriers qui, par leur action parfois inconsidérée, poussent les industries à se monopoliser, obligeant ainsi les petites industries à fermer leurs portes.

D'autre part, le gouvernement, par son système fiscal, prend tous les moyens possibles pour détruire la petite industrie, l'industrie familiale qui a fait la force du Canada dans le passé.

La ferme familiale n'existe plus aujourd'hui. On tend à l'intégration verticale, à grossir les entreprises agricoles et à en faire des compagnies, afin d'éliminer la propriété des individus et en faire des prolétaires. Et l'on tend à faire la même chose avec les autres petites entreprises.

Je poursuis la citation du texte de M. Asper:

Au moment même où l'on s'inquiète de l'investissement des capitaux étrangers au Canada et de l'importante part des ressources canadiennes aux mains des étrangers, les propositions du Livre blanc rendraient encore plus difficile aux Canadiens l'épargne qui seule rend possible leur investissement dans les ressources et les industries du pays. L'éditorialiste du *Calgary Herald*, le 18 juin dernier, déclarait son appui à la politique avouée du Parti libéral «d'encourager les investissements par les Canadiens». Puis il ajoutait que le gouvernement «réussit si bien à vider les poches des contribuables, individus et corporations, que bon nombre de Canadiens n'ont plus d'argent à investir—à peine en ont-ils suffisamment pour subvenir à tous leurs besoins quotidiens». L'éditorialiste s'intitulait: *Il faut racheter le Canada... mais avec quoi?*

Avec quoi devons-nous racheter le Canada? Il n'y a qu'une seule solution, dont l'énoncé va provoquer des rires, bien sûr, mais il s'agit de la proposition du Crédit social. Ce n'est pas la première fois que nous en parlons; il y a 30 ans que nous préconisons cette théorie. Mais certains économistes, de même que des politiciens à la solde de la haute finance, trouvent cela drôle. Ils ne veulent pas s'attarder à étudier cette situation ou, encore, ne veulent pas se compromettre, car les deux milliards de dollars que le gouvernement canadien va verser en intérêt sur sa dette nationale cette année seront versés non pas à des mineurs, à des bûcherons, à des ouvriers ou à des cultivateurs, mais à la haute finance, qui contrôle le monde, qui n'est pas intéressée à ce que le système économique change, mais bien à continuer à «écrémer» la population canadienne.

A mon sens, la solution se trouverait dans le système de financement de nos corps publics prôné par le Ralliement créditiste. Aujourd'hui, le gouvernement fédéral a recours pratiquement tous les trois mois au marché des obligations, pour financer son administration, pour combler son déficit ou pour rembourser ses obligations.

Les gouvernements provinciaux sont dans la même situation; ils doivent emprunter des sommes d'argent astronomiques chaque année pour continuer à administrer tant bien que mal. Les municipalités et les commissions scolaires sont aussi dans la même situation.